

Québec solidaire : introduction pour éventuel-le-s sympathisant-e-s européen-ne-s

Simon Tremblay-Pepin

Militant de Québec solidaire, il a été responsable des orientations politiques de ce parti de 2006 à 2009 et l'un de ses responsables à la communication lors des élections générales de 2007 et 2008

Lors des élections générales du 8 décembre 2008 un premier député de Québec solidaire était élu à l'Assemblée nationale du Québec. Cette nouvelle formation politique de gauche peu connue en terre européenne ¹ démontrait ainsi sa pertinence et devrait être mieux connue des progressistes outre-Atlantique. Ayant été responsable des orientations politiques de ce parti pendant trois ans ², je prends la liberté de vous livrer une présentation de Québec solidaire qui, bien qu'elle n'engage que moi, serait probablement partagée par d'autres membres du parti.

Je commencerai par tracer à gros traits le contexte historique qui a mené à la création de ce parti. Ces premières précisions me semblent nécessaires non seulement parce que notre histoire nationale est mal connue au-delà des frontières du Québec, mais, en plus, parce que j'en offre ici une interprétation particulière qui permet à mon sens de donner une cohérence à l'apparition d'un parti-processus tel que Québec solidaire. Une brève explication du positionnement politique et du fonctionnement organisationnel du parti suivra cette description. Je conclurai en présentant les défis qui me semblent se pointer à l'horizon.

Un peu d'histoire ³

La grande noirceur

Après la Seconde Guerre mondiale, le Québec est une province canadienne repliée sur un gouvernement provincialiste dont le dirigeant, Maurice

Duplessis, a des airs de Salazar en soutane. En effet, s'il est lui-même laïc, il délègue la plupart de ce qu'on considère aujourd'hui comme des services publics (santé, éducation, etc.) à l'Église catholique. Le reste de son organisation politique est basé sur un nationalisme frileux et un clientélisme institutionnalisé qui n'est pas sans rappeler celui que connaissent alors certains pays d'Amérique du Sud ⁴.

Les raisons de l'effondrement du système duplessiste en 1959-1960 sont nombreuses. Parmi elles: la mort subite dudit personnage qui emporte avec lui non seulement son panache, mais une bonne partie du système qui maintenait son parti au pouvoir; la mise sur pied d'une caste de technocrates sortis des programmes du Génie et de sciences sociales qui ne trouvent pas leur place dans la bureaucratie ecclésiastique maintenue à sa taille minimale par le «Chef» ⁵; la croissance d'une bourgeoisie canadienne-française qui n'a pas le capital nécessaire pour se développer face aux bourgeoisies canadienne-anglaise et américaine ⁶; le début d'une certaine effervescence politique et culturelle qui questionne les anciens schèmes de pouvoir et valorise une certaine transformation de la société québécoise.

Révolution tranquille

Déjà engagées par le Premier ministre Paul Sauvé (1959-1960), d'importantes réformes seront mises en place par le gouvernement de Jean Lesage (1960-1966) ⁷. La création d'importants ministères privera l'Église de son emprise sur les services publics. Cela dirigera une large part des jeunes technocrates vers l'enceinte étatique, mais aussi vers d'importantes sociétés d'État appelées à gérer certaines des ressources clefs du Québec ⁸. Les capitalistes canadiens-français trouveront éventuellement le capital dont ils avaient besoin quand les mandarins étatiques jugeront bon de mettre sur pied des champions nationaux bel et bien privés, mais dont le développement rapide est dû à d'importants investissements publics ⁹.

Pendant cette période, l'effervescence culturelle et politique s'exprime de multiples façons: la croissance d'un univers culturel propre au Québec, l'augmentation du pouvoir des organisations sociales incluant les syndicats, bien sûr, mais également des mouvements sociaux comme les groupes communautaires et le mouvement des femmes. Une dynamique particulière fait écho à cette émancipation culturelle et politique: la volonté d'émancipation nationale ¹⁰.

Le Parti québécois

En 1968, René Lévesque, ancien ministre ayant quitté le Parti libéral du Québec (PLQ), rassemble deux organisations indépendantistes derrière lui et fonde le Parti québécois (PQ) ¹¹. Scission du PLQ qui réussit à séduire un électoralat nationaliste inaccessible à ce dernier, le PQ connaît une rapide croissance

de popularité, remporte l'élection de 1976, et René Lévesque devient Premier ministre du Québec.

Ce premier mandat du Parti québécois—son plus progressiste—se prétend en phase avec la révolution tranquille. Le PQ se présente alors comme ayant un «préjugé favorable» en faveur des travailleurs et travailleuses. Certaines mesures mises en place lors de ce mandat sont indéniablement bénéfiques pour les classes populaires. Cependant, on peut défendre l'idée que le Parti québécois établit surtout une structure de pouvoir économique et politique qui favorise à la fois la caste de technocrates qui a vu le jour au début des années 1960 et certains petits capitalistes québécois qui voient des bénéfices potentiels (ou immédiats) au nationalisme péquiste [NB: relatif à ce parti].

En 1980, la tentative de référendum dans laquelle le gouvernement Lévesque demande à la population le «mandat de négocier» une «nouvelle entente» avec le Canada se révèle un échec cuisant : 60% de la population opte pour le NON. Le gouvernement canadien de Pierre-Éliotte Trudeau profite de sa victoire pour rapatrier la constitution canadienne sans l'accord du Québec. Un désenchantement politique s'installe en même temps que la crise économique qui frappe alors le monde. À la même époque, plusieurs groupes d'extrême gauche se dissolvent et nombre de militant·e·s progressistes préfèrent militer dans des organismes sociocommunautaires, écologistes et féministes : le parti politique n'est plus le véhicule politique de la gauche québécoise.

Après le référendum et jusqu'au milieu des années 1990, le Québec connaît une période sombre teintée par le néolibéralisme et le thatchérisme qui hantent le reste de la planète. L'État-providence et les bonnes relations entre le gouvernement et les syndicats sont maintenant des vaches sacrées à abattre. Le gouvernement Lévesque ouvre le bal de mesures anti-syndicales et anti-sociales dans lequel entrera le gouvernement de Robert Bourassa. Ce dernier tentera, avec son homologue canadien Brian Mulroney, de régler le «problème constitutionnel» du Québec. Cette tentative échouera et mènera le PQ, sous la houlette de Jacques Parizeau, l'ancien ministre des Finances de René Lévesque, à tenir un deuxième référendum sur la souveraineté du Québec en 1995 : 49,5% de la population voteront OUI. Une quasi-victoire qui aura néanmoins les effets d'une défaite.

Vers Québec solidaire

Momentum social

Suite au référendum de 1995 se mettent tranquillement en place les conditions nécessaires à l'apparition de Québec solidaire. En 1996, lors d'un sommet socio-économique, le gouvernement péquiste—aux prises avec un déficit budgétaire—réussit à obtenir l'appui de certains groupes de la société civile pour couper dans les services publics afin de combler le déficit. Certaines

organisations de gauche claquent alors la porte, refusant de soutenir une telle proposition. On compte parmi ces organisations la Fédération des femmes du Québec (FFQ) représentée par Françoise David et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) représenté par François Saillant.

Ce moment charnière est important parce qu'il précise le positionnement politique du Parti québécois. Si les avis diffèrent encore sur le positionnement exact du PQ, nul ne doute après ce sommet socioéconomique qu'une frange de droite adhérant au credo néolibéral y est active et puissante. À partir de ce moment, les militant·e·s politiques de gauche sont indubitablement orphelin·e·s de parti. Ce positionnement à droite du PQ est accompagné par la montée d'un nouveau parti politique, lui aussi issu du Parti libéral: l'Action démocratique du Québec (ADQ) qui joue d'emblée la droite économique dure, teintée plus tard (au milieu des années 2000), dans son discours, d'un certain conservatisme social.

Les mouvements sociaux s'agitent également de plus en plus à partir de cette époque. Par exemple, le mouvement des femmes entreprendra (en 1995 et en 2000) deux marches importantes qui lui permettront non seulement de redynamiser ses organisations mais aussi de faire largement connaître son discours et de l'élargir en dehors des enjeux typiquement «femmes».

Autre exemple. Le mouvement étudiant qui avait connu un virage à droite à partir du début des années 1990 avec la dissolution de son organisation nationale de gauche verra naître en 1996 le Mouvement pour une démocratie étudiante (MDE), qui se stabilisera ensuite en 2001 autour de sa nouvelle organisation de gauche, l'Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ). Cette dernière sera responsable d'une grève historique des étudiant·e·s en 2005.

Comme partout à travers le monde, le mouvement altermondialiste prend forme au Québec aussi les événements de Seattle en 1999 ayant rapidement des répercussions ici. C'est en avril 2001, lors du Sommet des Amériques tenu à Québec, que ce mouvement montre toute sa force. Non seulement des milliers de manifestant·e·s se rassemblent à Québec organisant ainsi un événement fondateur pour toute une génération de militant·e·s, mais, en plus, le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) discuté lors du sommet est abandonné¹².

Un assemblage d'organisations

Dès les années 1980 avait subsisté timidement, dans l'ombre du PQ, la volonté de former un véritable parti de gauche au Québec. Du Mouvement socialiste du Québec (MSQ) jusqu'au Parti pour une démocratie socialiste (PDS) en passant par le Nouveau parti démocratique du Québec (NPDQ), une ligne rouge a traversé l'histoire du Québec à travers de petites organisations politiques.

En 1998, est fondé le Rassemblement pour l'alternative progressiste (RAP). Regroupant quelques personnalités de gauche du monde syndical, populaire

et politique, son objectif est clair : trouver le moyen d'offrir au Québec une alternative politique de gauche aux partis dominants. Une nouvelle option se dégage : l'union dans un seul parti du PDS, du Parti communiste du Québec (PCQ) et du RAP. Le parti n'est pas encore fondé officiellement qu'une occasion électorale se présente en 2001 dans la circonscription de Mercier particulièrement favorable aux idées progressistes. Paul Cliche, militant de gauche de longue date, se lance et remporte 25% des voix. Ce succès d'estime enchante les militant·e·s et, peu de temps après, l'Union des forces progressistes (UFP) est fondée. Celle-ci participera aux élections générales de 2003 et son porte-parole, Amir Khadir, un médecin d'origine iranienne impliqué en solidarité internationale, remportera 18% toujours dans la même circonscription de Mercier où il sera finalement élu, cinq ans plus tard.

Parallèlement, à l'automne 2002, des militant·e·s des milieux féministes et communautaires inquiets de la montée de la droite se rassemblent autour de l'organisme D'abord solidaire (DS). Cette organisation de sensibilisation politique et d'éducation populaire vise à mettre en valeur les questions sociales généralement mises de côté dans le débat politique québécois. DS offre à la fois des analyses des programmes politiques des différents partis, et une compréhension plus large de ce qu'est le néolibéralisme.

Au sein de cette formation certain·e·s souhaitent aller plus loin et aimeraient bien voir naître un parti politique correspondant aux valeurs portées par les groupes féministes, écologistes et sociaux. En 2004, Françoise David et François Saillant réunissent autour d'eux ces militant·e·s pour fonder Option citoyenne (OC), un mouvement politique visant à se transformer en parti. Un processus de négociation entre OC et UFP se met en place pour envisager une éventuelle fusion. En février 2006, devant un millier de militant·e·s, est fondé Québec solidaire (QS).

Un parti-processus des urnes et de la rue

Pas comme les autres

Comme on le voit avec ce marathon à travers l'histoire du Québec, QS est une bête politique plutôt étrange. Il n'est pas né d'une division du Parti libéral sur la question nationale du Québec, comme c'est le cas pour le PQ et l'ADQ. Il s'est créé très lentement, à coup d'essais et d'erreurs, à coup d'organisations ayant pris des visages différents. Il s'agit d'un parti-processus¹³ qui ne restera peut-être pas éternellement sous sa forme actuelle dans le but d'agréger d'autres forces aux siennes.

Son fonctionnement le distingue aussi des autres partis. Il n'a pas de chef mais un comité de coordination paritaire de 16 personnes sur lequel siègent deux porte-parole : Françoise David et Amir Khadir. Il tient des instances nationales de façon très régulière, au rythme de deux ou trois par année (jusqu'à

maintenant). Il reconnaît plusieurs tendances différentes dans ses rangs (communistes, partisans de la décroissance, activistes web, etc.), une pratique peu usuelle au Québec. Ses membres sont appelés à se mobiliser pour des questions dépassant de loin les intérêts électoraux du parti et participent régulièrement à des actions autour d'enjeux tels que l'environnement, la justice sociale, la solidarité internationale, etc. Québec solidaire ne tente pas non plus de pousser des débats sous le tapis; dès le départ, il met ses membres devant des questions essentielles, sans pour autant vivre dans une guerre de fraction permanente: les positions y sont claires et les débats se déroulent de façon sereine et respectueuse.

Bien entendu, là où il se distingue le plus c'est au niveau de ses idées. Seul parti politique québécois à remettre en question le système capitaliste et à lier ce système à la destruction de l'environnement et à ses effets délétères, Québec solidaire offre aussi une vision unique sur la question nationale québécoise. Il propose aux Québécois·es de faire usage de leur souveraineté populaire en mettant en place une assemblée constituante pour que le projet de fonder un pays soit en même temps l'occasion de mettre sur pied un projet de société. Au lieu de faire le pari du plus petit dénominateur commun par crainte d'effrayer les gens, les membres de QS pensent que c'est en mettant en avant un projet de transformation de la société enthousiasmant que nous pourrons réussir à faire du Québec non seulement un pays, mais un pays où l'on souhaite vivre. Du même souffle, QS affirme que le Québec doit respecter pleinement le droit à l'autodétermination des premières nations en reconnaissant les conséquences territoriales de ce droit.

De grands défis

Si la gauche politique québécoise a réussi, avec Québec solidaire, à se doter d'un parti et, tout récemment, d'un élu à l'Assemblée nationale, plusieurs défis l'attendent encore. Au niveau programmatique, Québec solidaire s'est doté, en novembre dernier, de la première partie de son programme politique à propos de l'indépendance du Québec, l'intégration citoyenne et les institutions démocratiques. En 2010, il s'agit de se pencher sur des thèmes tout aussi importants: l'écologie, l'économie, le monde du travail et l'agriculture. Comme on le voit, l'économie et l'écologie sont tout de suite liées. Le programme à venir devra être à l'avenant. Nous sommes plusieurs à vouloir un parti qui participe à faire comprendre à la société que l'économie et la production telles que nous les vivons ne pourront pas continuer sans avoir un effet terrible sur l'environnement qui nous entoure. Le parti devra choisir son camp: faut-il humaniser le capitalisme ou le dépasser? En ces temps de crise, un programme clair sur ces questions est nécessaire et risque d'être déterminant pour l'avenir de l'organisation.

Le Québec connaît à l'heure actuelle une crise politique majeure. Le gouvernement libéral de Jean Charest est aux prises avec un scandale de corruption

chaque jour grandissant. Ce scandale s'est doublé, en mars dernier, du dépôt d'un budget présentant des mesures anti-sociales et régressives. Si Québec solidaire réussit indéniablement à se démarquer par sa blancheur face à la corruption ambiante, celle-ci n'est pas suffisante pour convaincre l'électorat qui peut, en bonne partie avec raison, l'attribuer à sa jeunesse. Si cette politique du «lave plus blanc que blanc» pouvait céder le pas à une démonstration claire du fonctionnement de la domination politico-économique en place au Québec liée à des propositions politiques concrètes pour y mettre fin, on peut légitimement penser qu'un certain intérêt populaire se ferait sentir pour cette formation. Il faut à tout prix expliquer pourquoi un système politique corrompu dont profitent les entreprises mène inévitablement à des mesures budgétaires aussi nocives. Québec solidaire ferait aussi œuvre utile en transmettant cette analyse de la corruption politique, qui ne se limiterait pas à la cupidité des acteurs mais fournirait aussi une explication plus systémique basée entre autres sur les classes sociales.

Il est aussi urgent de mieux situer l'espace d'action de QS dans la société québécoise. Le parti n'est résolument pas centré uniquement sur la joute politique électorale ou parlementaire: cela ne dit pas pour autant jusqu'où il faut aller sur chaque terrain. Quel rôle jouer face aux autres mouvements sociaux et groupes de gauche? Comment participer à une concertation nécessaire de la gauche sans pour autant reproduire les schèmes débilés du parti qui s'imagine la «direction» des mouvements? À qui s'adresser (et comment le faire) en tant que parti de gauche sans sombrer dans un ouvriérisme daté, tout en conservant une analyse antagonique de la société? Comment s'organiser pour être présent à la fois aux urnes et dans la rue et ce malgré des moyens très limités?

La vie d'un parti de gauche au Québec tient à fort peu de choses. Dans les prochaines années, c'est sa pertinence au niveau national que Québec solidaire devra démontrer. D'une part, en concrétisant en vote une relative sympathie exprimée par la population; mais surtout, d'autre part, en devenant le porteur incontournable d'une transformation sociale aussi profonde qu'enthousiasmante.

Notes

1. Outre peut-être un portrait du député dans *Libération* : <http://www.liberation.fr/portrait/010184613-saint-laurent-rive-gauche>
2. De novembre 2006 à novembre 2009.
3. Pour une histoire moins orientée mais plus détaillée du Québec on consultera: Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, Montréal: Boréal Express, 1989, 2 v.
4. Une récente biographie d'un de ses proches collaborateurs nous fait part des liens entre le régime duplessiste et une certaine idéologie d'extrême droite latente: Nadeau, Jean-François, *Rumilly, l'homme de Duplessis*, Montréal: Lux, 2009, 416 p.
5. On lira à cet égard: Guindon (1988), Hubert, «The social evolution of Quebec reconsidered» in Hubert Guindon, *Quebec society: tradition, modernity, and nationhood*, Toronto, University of Toronto Press, 1988 (c.1960), 180 p.

6. Cette thèse est défendue entre autres par : Gilles Bourque et Anne Legaré, *Le Québec : La question nationale*, Maspero, Paris, 1979, 232 p.
7. Sur toute cette période, une œuvre fondamentale demeure McRoberts, Kenneth et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal : Boréal Express, 1983 (c. 1980), 350 p.
8. L'exemple par excellence étant Hydro-Québec, chargé de développer le gigantesque potentiel hydro-électrique du territoire.
9. On pense ici à la firme d'ingénieur maintenant appelée SNC-Lavalin ou au constructeur aéronautique Bombardier.
10. L'effervescence culturelle canadienne-française du début des années 1960 a été l'objet d'une littérature généreuse qu'il serait trop long ici d'énumérer. Pour se donner une idée du contexte, on pourra visionner le film de fiction *C.R.A.Z.Y* du réalisateur Jean-Marc Vallée qui, malgré certaines faiblesses, rend bien l'atmosphère de l'époque. Le lien entre culture et politique pourra être approfondi à la lecture de Reid, Malcom, *Notre parti est pris. Un jeune reporter chez les écrivains révolutionnaires du Québec, 1963-1970*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2009, 364 p.
11. Le choix du mot « québécois » table sur la montée fulgurante de cette expression qui se distingue du « canadien-français » en prenant une certaine distance avec le Canada. Aujourd'hui, le terme canadien-français a pratiquement disparu pour qualifier les habitants du Québec.
12. On lira à cet égard l'ethnographie de David Graeber parue récemment : Graeber, David, *Direct Action : an Ethnography*, Oakland : AK Press, 2009, 568 p.
13. Ce terme est emprunté à François Cyr et Gordon Lefebvre.